



# POUR LA SÉPARATION DE L'ÉTAT ET DU MEDEF !

Devant la contestation de plus en plus grande de la loi El Khomri et la remise en cause du Code du travail, le gouvernement Valls - Hollande a dû consentir à quelques reculs mais la logique du texte demeure.

L'argument selon lequel pour créer des emplois il faut faciliter les licenciements est battu en brèche.

Mais que faire pour lutter contre le chômage et pourquoi pas, rêvons un peu l'abolir?

Fortifier le code du travail, partager le temps de travail, en finir avec la propriété lucrative, promouvoir le salaire à vie?

**VENDEDI 1ER AVRIL À 18H**  
**RENNES > MAISON DE QUARTIER DE VILLEJEAN**

*Salle Rosalie > 2 rue de Bourgogne*

Ensemble ! 35 propose une soirée de .... travail... pour débattre de l'alternative au projet de loi El Gattaz.

*Pascal Trochet syndicaliste, Katia Storai et Agathe Alexandre du réseau salariat apporteront leur contribution au débat*

**EN BREF...**

**EN MARS ON SE MET SUR NOTRE 31!  
ET EN AVRIL ON CONTINUE!**

# TOUS ENSEMBLE !

Avec la loi El Khomri, le gouvernement Valls-Hollande a réussi à fédérer les multiples conflits sociaux existant dans les luttes quotidiennes. L'exaspération et l'envie d'agir grandissent.

Résultat : plus d'un million de signatures pour la pétition « Loi travail : non merci ! » et des réseaux sociaux supports d'initiatives citoyennes.

Les campagnes du collectif CQFD ou des grandes centrales syndicales pour défendre le code du travail sont poussées par ce mouvement citoyen. C'est pourquoi les organisations syndicales et politiques des jeunes ne se contentent pas d'attendre la fin du mois de mars pour agir et le 9 mars c'est dans la rue que la colère s'est exprimée avec des centaines de milliers de personnes dans la rue. Dans les AG et les coordinations, les décisions se prennent. L'auto-organisation du mouvement est un atout pour sa réussite.

Les débats s'accroissent, chacun retrouve du pouvoir d'agir. Les convergences se construisent. Les manifestations des jeunes sont rejointes par les salariés et leurs organisations syndicales.

Après le 31 mars, continuons à renforcer ces convergences et ne laissons pas la politique se faire sans nous. Investissons le terrain de l'alternative.

Le Medef et les actionnaires le font bien de leur côté. Nous sommes les 99 %. Imposons nos choix de société.

Donner de la force à notre mouvement, c'est bien sûr continuer à expliquer les enjeux du retrait de la loi, mais c'est aussi penser et imaginer d'autres solutions pour travailler tous et mieux.

**ENSEMBLE, FAISONS FORCE POLITIQUE**

# LOI EL KHOMRI ON VAUT MIEUX QUE ÇA !

**Pas de soucis on a tout compris !** Ce code que le gouvernement nous présente, c'est tout bénéf pour le capital.

- Le licenciement économique facilité
- Les heures supplémentaires moins bien payées
- Les journées et les semaines à rallonge
- Les forfaits jours en progression
- Les indemnités pour licenciement abusif en baisse
- La hiérarchie des normes inversée et l'accord d'entreprise outil de régulation au service des patrons
- Bientôt un code par entreprise ?

L'action a déjà payé alors que Valls avait promis de ne rien changer au texte. Des aménagements à la marge permettent à la CFDT d'approuver le texte. Mais le fond du projet demeure. Son retrait reste à l'ordre du jour. Devant la fronde des jeunes et des salariés il devient difficile d'utiliser le 49-3. La crise politique s'accroît et le gouvernement risque de ne pas trouver de majorité pour voter le texte, comme pour la déchéance de nationalité.

Indignés face aux dégâts du capitalisme, et aux renoncements du gouvernement PS, ne laissons pas la politique se faire sans nous. A l'heure où les alternatives se cherchent en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Angleterre, et même aux États Unis au travers de la campagne de Bernie Sanders, sachons être créatifs et porteurs d'avenir. Ensemble ! propose d'organiser des Forums pour une alternative de gauche sociale, et écologique avec les acteurs du mouvement, avec toutes les forces qui contestent la politique actuelle du gouvernement et veulent construire un nouveau projet politique.

## TRAVAILLER TOUTES, TOUS ET MIEUX

### C'EST QUOI CE TRAVAIL ?

Produire des biens et des services contribue à faire société ensemble. Source de savoirs, de développement de compétences, créateur de lien social et dans le même temps synonyme d'obligations et de

contraintes, le travail est une dimension incontournable de la vie des individus.

La recherche à tout prix de la rentabilité et du profit conduit à rendre le travail de plus en plus difficile, de plus en plus source de souffrances, et amène à détruire les collectifs de travail. La mise en concurrence des salariés à tous les échelons de la société est l'outil de prédilection pour empêcher les convergences des travailleurs dans les entreprises, dans le pays, mais aussi en Europe et dans le monde.

### LIBÉRONS LE TRAVAIL DE LA DICTATURE DU CAPITAL

Déjà, des salariés et des usagers posent la question de la réappropriation des outils de travail par eux mêmes, pour produire dans le respect des hommes et de la nature. Le développement des coopératives (SCOP, SCIC) ou des AMAP dans le domaine de l'agriculture, le recul des grandes multinationales comme Véolia dans le domaine de la gestion de l'eau montrent que c'est possible. Remettre à l'ordre du jour les nationalisations ou la co-propriété des entreprises avec contrôle par les salariés et les usagers des choix de gestion des entreprises est urgent. Aider les salariés à reprendre leur entreprise et pas seulement celles qui sont en difficulté, est aussi une solution. Les services publics qui ont déjà permis d'extraire du capital tout un pan de notre économie doivent être développés.

### FORTIFIONS LE CODE DU TRAVAIL

Passons à une véritable réduction du temps de travail (à commencer par les 32h), consolidons le CDI, les protections contre les licenciements individuels et collectifs, imposons la négociation collective au profit des salariés, instaurons de nouveaux droits des salariés dans la gestion de leur entreprise.

### UNE SOCIÉTÉ SANS CHÔMAGE C'EST POSSIBLE

Alors que les négociations UNEDIC sont en cours, le MEDEF tente de réduire les droits des chômeurs et de nouveau remet en cause les droits des intermittents du spectacle. Au lieu du compte personnel d'activité de la loi travail lié à l'emploi occupé, instaurons une sécurité sociale professionnelle attachée à la personne. Chacun a droit à un salaire en lien avec sa qualification, quelle que soit sa situation. Pour cela augmentons les salaires et les cotisations sociales.